



LA CORRUPTION ?

Donner une définition la corruption n'est pas simple. Qu'elle naisse dans une relation entreprise-secteur public ou entre deux acteurs privés, elle se développe souvent dans les zones grises du business, notamment dans les échanges avec les fournisseurs.

La corruption est **pénalement répréhensible**, c'est l'utilisation abusive d'un pouvoir (reçu en délégation) à des fins privées (enrichissement personnel ou pour le compte d'une organisation, prérogatives particulières, bénéfiques en tous genres...). La personne corrompue s'abstient de faire les tâches imposées par sa fonction ou ferme les yeux sur une action en échange d'une rétribution (un pot-de-vin), d'avantages ou de promesses. On distingue deux formes de corruption : la corruption active, c'est-à-dire celle qui consiste à proposer une somme d'argent en échange d'un service et la corruption passive, c'est-à-dire, celle qui consiste à accepter l'argent.

La Banque Mondiale distingue différents 5 types de corruption :

- Les "**dessous de table**", qui sont des pots-de-vin versés clandestinement à des responsables afin qu'ils agissent de manière plus rapide et favorable à une personne ou une entreprise.
- La **fraude**, qui représente une falsification de données (bancaires, fiscales ou autres)
- **L'extorsion** qui est un moyen de soutirer de l'argent, des informations ou une signature par la force ou la menace.
- Le **détournement de fonds**, soit, le vol de ressources publiques ou privées par des fonctionnaires ou autres. L'abus de biens sociaux désigne les détournements opérés par des dirigeants de sociétés commerciales.
- Le **favoritisme** qui est le fait de préférer une entreprise plutôt qu'une autre pour, par exemple, un marché public.

La **corruption** peut aussi avoir lieu à des échelles beaucoup moins importantes, elle peut aussi bien s'effectuer au sein des élites qu'entre simples salariés ou fonctionnaires. C'est là toute la dangerosité d'actes en apparence anodins mais qui peuvent en réalité s'avérer être des actes de corruption. L'un des principaux buts de l'**OCDE** est la lutte contre la corruption. En France, c'est le Service central de prévention de la corruption qui chaque année fait un état des lieux de la corruption dans le pays et propose des solutions anticorruptions.

CORRUPTION EN FRANCE

Malgré la réglementation toujours plus avancée sur la lutte contre la corruption et 11 milliards d'amendes pour corruption infligés par les régulateurs depuis 2012, 38% des salariés estiment que les **pratiques corruptives** sont toujours largement répandues dans leurs activités. Le taux s'élève à 52% dans les pays émergents.

En France, la corruption est encore répandue pour **20% des salariés**. Enfin, 13% justifieraient des paiements en espèce pour gagner ou conserver un contrat en période de crise économique ou pour assurer la survie de leur entreprise. La jeune génération des moins de 35 ans plébiscite encore cette pratique puisque 20% d'entre eux sont prêts à justifier ce type de comportements non éthiques.

Si 97% des répondants sont convaincus de l'importance de l'intégrité dans le fonctionnement de leur entreprise, ils ne s'accordent pas sur qui doit endosser la responsabilité : 22% estiment que l'intégrité relève de la **responsabilité individuelle**, tandis que 41% d'entre eux considèrent que cette **responsabilité incombe au management**.

COMMENT AGIR EN ENTREPRISE ?

Chacun peut lutter contre la corruption et...	Renforcer la démocratie...	En se renseignant sur l'état de droit et sur ce que l'État s'est engagé à faire pour lutter contre la corruption. <i>Les citoyens bien informés ne sont pas seulement d'une importance cruciale pour toute démocratie saine, ils rendent les élus comptables de leurs actes.</i>
	Promouvoir la justice...	En signalant aux autorités les affaires de corruption. <i>Si vous dénoncez des irrégularités, vous ne combattez pas seulement la corruption, mais vous défendez aussi votre communauté.</i>
	Soutenir l'éducation...	En apprenant aux enfants que la corruption est inacceptable. <i>Les parents peuvent enseigner à leurs enfants la valeur de l'intégrité.</i>
Les syndicats peuvent lutter contre la corruption et...	Renforcer la démocratie...	En négociant des salaires convenables pour les agents publics. <i>Faire en sorte que les fonctionnaires soient convenablement rétribués, que leur porte-monnaie ne soit pas vide, c'est aider puissamment à lutter contre la tentation de le remplir par des pots-de-vin.</i>
	Promouvoir la justice...	En défendant ceux qui dénoncent les irrégularités. <i>Il faut protéger ceux qui au péril de leur vie ou de leurs moyens d'existence dénoncent les corrompus pour les faire traduire en justice. Les personnes prêtes à le faire seront plus nombreuses si elles voient qu'elles ne courent pas de risque.</i>
	Soutenir l'éducation...	En surveillant l'intégrité des systèmes d'enseignement. <i>Nos enseignants ne font pas qu'enseigner et prendre soin de nos enfants, ils protègent l'honneur du système dont nous dépendons tous pour nos enfants.</i>
	Apporter la prospérité...	En traitant les stratégies de lutte contre la corruption dans le cadre du dialogue social et en établissant des partenariats avec le secteur privé afin d'assurer une tolérance zéro à l'égard de la corruption. <i>Un milieu d'affaires exempt de corruption est plus attrayant non seulement pour les salariés mais aussi pour les clients éventuels.</i>
	Préserver le développement...	En mobilisant contre la corruption la voix collective des syndicats et leur pouvoir de négociation. <i>Protéger et renforcer des sociétés équitables et transparentes par une action collective contribue grandement au développement et fait reculer la pauvreté.</i>
	Améliorer la santé publique...	En luttant pour une rémunération équitable, de bonnes conditions de travail et une meilleure organisation des services des travailleurs de la santé. <i>Les syndicats des personnels de la santé peuvent améliorer le système de soins et les conditions de travail des agents sanitaires, ce qui rend ceux-ci moins vulnérables à la corruption. Ils peuvent aussi aider à éradiquer la corruption en faisant adopter une démarche de tolérance zéro par leurs adhérents.</i>
Le secteur privé peut lutter contre la corruption et...	Renforcer la démocratie...	En favorisant la stabilité économique par l'application d'une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption. <i>Les milieux d'affaires ouverts et transparents sont une pierre angulaire de toute démocratie solide.</i>
	Promouvoir la justice...	En adoptant des principes directeurs concernant les cadeaux, la chaîne d'approvisionnement, la dénonciation d'irrégularités et d'autres questions clefs touchant à la corruption, et en les faisant connaître à tous les employés. <i>Les employés travailleront mieux s'ils ont le sentiment d'agir dans un milieu où règnent l'équité et la justice.</i>
	Soutenir l'éducation...	En finançant des programmes d'éducation et en s'assurant qu'ils sont correctement administrés. <i>Contribuer au renforcement du système d'enseignement par des dons et des campagnes de soutien est un bon investissement dans l'avenir.</i>
	Apporter la prospérité...	En appliquant rigoureusement les mesures anticorruption et en faisant appel à des vérificateurs indépendants pour en contrôler le respect et traiter des "stratégies de lutte contre la corruption" dans le cadre du dialogue social (voir syndicats). <i>Dans le secteur privé, la corruption alourdit les charges des entreprises, parce que les dessous de table constituent une sorte d'impôt supplémentaire, que les négociations avec des fonctionnaires corrompus se répercutent sur les frais d'administration et que la rupture de contrats ou la découverte d'irrégularités entraînent des sanctions juridiques et financières.</i>
	Préserver le développement...	En faisant siennes les règles de concurrence loyale. <i>La corruption peut mettre des sociétés peu recommandables à l'abri de toute concurrence loyale, si bien que des entreprises inefficaces survivent et faussent le jeu des forces du marché.</i>
	Améliorer la santé publique...	En veillant à ce que les prestataires de services de santé adoptent les bonnes pratiques internationales pour fournir des biens et services dont profiteront tous les citoyens et ne ferment pas les yeux, par souci de profit, sur les pratiques de corruption du secteur public. <i>Permettre la commercialisation de médicaments contrefaits pour des raisons de cupidité, par exemple, peut mettre en péril toute une société.</i>